

Russie et de la Chine. Ce l'est pour tous les voisins des États-Unis.

On découvre dans une situation de ce genre, où que ce soit dans le monde, que les petites nations ne sont pas maîtres de leur propre destin. Tous les propos insensés et démagogiques qu'on entend ici et selon lesquels nous devrions établir maintenant notre indépendance économique, assurer le plein-emploi, racheter notre économie et en assumer le contrôle total, sont destinés aux gens qui ignorent la réalité ou ne veulent pas l'admettre.

Avoir pour voisin un très grand pays comme les États-Unis, voilà qui crée de très graves difficultés. Toute initiative prise par une nation aussi gigantesque entraîne des répercussions profondes sur l'économie d'une nation plus petite. Nous le savons. Nous savons aussi que plusieurs cherchent à se faire du capital politique en disant simplement: pourquoi n'avez-vous pas le courage de parler carrément à ce pays ou à n'importe quel autre? Si certains députés de l'opposition voulaient bien laisser leurs préjugés politiques à la porte, ils admettraient franchement, ce qui ferait du bien, qu'il est inconcevable qu'une forte proportion de notre commerce ne se fasse pas avec les États-Unis, étant donné que la population y est plus importante, que l'expédition vers ce pays coûte moins cher et que le commerce avec les États-Unis est plus profitable. Il ne faut pas entendre par là que le gouvernement actuel ne juge pas essentielle la plus grande diversification possible compte tenu des circonstances actuelles. Nous le savons. Une nation qui dépend de ses exportations est à la merci des caprices économiques de sa clientèle.

Ma stupéfaction ne connaît pas de bornes quand j'entends des députés et des membres du public affirmer que nous devrions avoir une politique économique tout à fait indépendante, alors qu'à travers le monde en 1971 même les États-Unis d'Amérique ne sont pas économiquement indépendants. Il n'existe aucune économie vraiment indépendante dans le monde aujourd'hui, et aspirer à une plus grande indépendance économique alors que nous dépendons de nos exportations plus que toute autre nation au monde, c'est de la stupidité politique de la pire espèce.

• (5.20 p.m.)

Lorsqu'un pays vit d'exportations, il doit se plier aux fantaisies économiques des autres nations. Il est impossible, par exemple, de contrôler complètement l'inflation au Canada malgré les déclarations de certains porte-parole de l'opposition. Le Nouveau parti démocratique à la Chambre blâme le gouvernement parce que les gens doivent payer leurs épiceries bien plus cher. Naturellement, leurs comptes augmentent. Le chef du NPD (M. Lewis) a recommandé aux membres du conseil interne du parti en Ontario il y a quelques mois de faire preuve de franchise envers eux-mêmes et il leur a dit qu'il est impossible aux États-Unis de contrôler l'inflation si les États-Unis ne la contrôlent pas. Malheureusement, nous n'avons pas ce degré de candeur désarmante dans les couloirs de la Chambre des communes. Pourtant, nous aurions besoin de plus de candeur ici. Hier il nous a parlé comme si nous étions les maîtres de notre destinée et comme si nous pouvions assumer la pleine charge de notre économie n'importe quand tout en assurant notre indépendance économique, le plein emploi et la stabilité des prix.

Que propose-t-il pour y arriver? J'ai beaucoup de respect pour un grand nombre de ses idées mais voici ce que nous constatons. Je cite le *Globe and Mail* du samedi 4 septembre 1971:

David Lewis, chef du Nouveau parti démocratique, réclame un impôt fédéral de 10 p. 100 sur toutes les exportations de ressources naturelles canadiennes.

L'article rapporte les paroles suivantes du chef néo-démocrate:

Nous devons imposer une taxe de 10 p. 100 sur les ressources naturelles que les États-Unis convoitent et dont ils ont besoin.

Voici ce qu'il aurait dit, d'après la *Gazette* qu'on a abondamment citée aujourd'hui à la Chambre:

Le Canada doit envisager une taxe de 10 p. 100 sur les exportations de ressources naturelles—sur le pétrole, le gaz et le minerai dont les États-Unis sont avides.

C'est une politique de suicide économique. Ce serait un désastre complet pour des milliers d'employés dans l'industrie des ressources du Canada. Si un député néo-démocrate croit que le revenu des travailleurs canadiens doit être stabilisé et maintenu à son niveau actuel, il va immédiatement désavouer cette politique. C'est ce qu'on appelle des politiques suicidaires pour des milliers de gens qui vont perdre leur emploi. Quels sont les faits réels? Nous ne vivons pas dans une île située au sud de Pago-Pago dans le Pacifique-Sud. Nous vivons au Canada, qui doit soutenir sur les marchés mondiaux une vive concurrence de la part de nombreux pays. Il y a quelques années, on disait que le seul endroit où l'on pouvait trouver du nickel était au Canada et que 90 p. 100 de tout le nickel du monde était produit au Canada. Nous n'avons plus que 50 p. 100 du marché mondial. Les prix mondiaux règnent. Si nous adoptons la proposition du chef du Nouveau parti démocratique, nous perdrons immédiatement nos marchés parce que nos prix seront trop élevés et nous mettrons des milliers de gens dans la rue parce qu'ils seront sans travail.

Comme on l'a déjà signalé à la Chambre, un grand nombre de ces prix s'appliquent à des livraisons aux États-Unis, et il faudra que le producteur les prenne à sa charge. On a préconisé ces politiques tout comme si la concurrence mondiale n'existait pas et nous avions l'économie bien en main. Tout se passe comme s'il n'existait ni prix mondiaux, ni concurrence, ni Australie, ni Malaisie et si nous avions les mains libres dans un bon petit Canada bien serré. Cela est faux. Le ministre de l'Industrie du Manitoba, Leonard Evans, un néo-démocrate, a dit le 4 septembre, et j'admire sa candeur, que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux devraient, à son avis, étudier sérieusement la possibilité d'accorder des subventions pour compenser la surtaxe. Il ne s'agit pas d'éloquence outrée mais d'une déclaration candide et franche d'un ministre de l'Industrie soucieux de la survie et de la croissance de l'économie de sa province. Il y a une différence entre cette déclaration au Manitoba et certaines de celles qui ont été faites ici. Ce ministre a une responsabilité de gouvernement. Il connaît les réalités. Il sait qu'il lui faut servir les intérêts de la population de sa province. Responsable d'un budget provincial, il préconise donc la politique qu'on a proposée ici à la Chambre fédérale. Et pourtant selon son chef national, c'est l'échec d'une politique et un déni de justice. On pourrait se demander de quel genre de débat il s'agit actuellement. Il reste à voir si son parti appuiera le programme.